

Par conséquent, monsieur le Président, j'ose espérer que le ministre qui veut maintenant être le nouveau prophète du développement économique régional pourra arriver avec une politique avant les prochaines élections parce qu'après cela il sera bien trop tard et, entre-temps, ils auront perdu du temps et de l'argent.

* * *

● (1415)

[Traduction]

LE LOGEMENT

TORONTO—L'AUGMENTATION DES LOYERS

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, la hausse du coût de la vie au Canada n'a pas touché durement tous les Canadiens dont le traitement ou le salaire a continué d'augmenter ou a dépassé la hausse de l'indice des prix à la consommation. Le Parlement doit accorder plus d'attention à ceux dont l'augmentation du revenu est bien inférieure, surtout quand on considère l'importance croissante du coût du logement principal.

En 1980, il croissait à un rythme beaucoup plus lent que celui du coût des aliments, alors qu'il croît à un rythme beaucoup plus rapide en 1987. Pendant cette période, le loyer moyen pour un appartement à une chambre à coucher a en effet augmenté de plus de 50 p. 100 dans la région métropolitaine de Toronto. Cela devient un problème crucial pour bien des gens dont le revenu est si faible qu'ils doivent en consacrer 40 p. 100 ou davantage à payer pour le strict minimum en fait de logement dans un sous-sol.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'IMPASSE DANS LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—
LA DÉLÉGATION CANADIENNE À WASHINGTON

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser mes questions au premier ministre.

Vendredi dernier à la Chambre, en réponse à une question, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré: «... s'il devait jamais y avoir une rencontre à un niveau élevé, elle n'interviendrait qu'après un changement de position de la part des États-Unis».

Hier à la télévision, le négociateur canadien en chef, Simon Reisman, a déclaré: «Je n'ai rien trouvé dans les propositions avancées par les États-Unis qui nous sorte de quelque façon de

l'impasse et des difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés la semaine dernière».

Voici ma question au premier ministre. Si le gouvernement du Canada ne comptait réagir qu'en cas de changement important de position—et M. Reisman affirme qu'il n'y en a pas eu—pourquoi avons-nous envoyé à Washington une délégation de dignitaires, dirigée par M. Burney qu'accompagnent deux de ses adjoints, pour entamer les négociations en vue d'une nouvelle entente?

Y a-t-il eu un changement de position important de la part des États-Unis ou n'est-ce pas plutôt que le gouvernement canadien est le seul à changer de position?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, à la suite de l'interview accordée dimanche matin par l'ambassadeur Reisman, les communications se sont poursuivies pendant toute la journée. Ce qu'a déclaré M. Reisman était tout à fait exact à ce moment-là. Il y a eu d'autres communications du gouvernement des États-Unis, lesquelles, selon notre gouvernement, étaient conformes aux critères énoncés par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures vendredi, et c'est pourquoi la réunion est en cours en ce moment même.

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre.

Veut-il dire que le gouvernement américain est désormais disposé à changer de position au sujet du mécanisme de règlement des différends et de l'exclusion de programmes importants, notamment en ce qui concerne les industries culturelles et le développement régional?

Pouvons-nous obtenir l'assurance du premier ministre que ce sont bien les Américains qui ont fait des concessions et que le Canada n'était pas également disposé, comme on l'a laissé entendre vendredi, à mettre de l'eau dans son vin en ce qui concerne le mécanisme de règlement des différends? Les Américains sont-ils vraiment les seuls à changer de position pour le moment?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue ne fait pas un compte rendu exact de la situation. La déclaration qui a été faite était assez claire. Les communications entre les deux gouvernements se sont poursuivies pendant la fin de semaine. À la suite de ces échanges, il a été convenu que des dignitaires des deux gouvernements se rencontreraient le lundi 28 septembre pour discuter de la question.

Mon collègue peut en conclure que les renseignements communiqués par Washington ont suffi à justifier la présence de représentants du gouvernement du Canada pour voir si les propositions offertes étaient suffisantes pour reprendre des négociations officielles.